

**ARCHIVES NATIONALES DU MONDE DU TRAVAIL**



**AGIR CONTRE LE CHÔMAGE DE LILLE**

**2002 030**

# INTRODUCTION

## Activités

Association de solidarité sociale contre le chômage et la précarité  
Militantisme

## Présentation de l'entrée

Ce versement a été effectué en 2002, suite à un don de Monsieur Jean-Christophe Visieux.

Le fonds recense les activités de l'association depuis sa fondation, en 1994, jusqu'en 2000, c'est-à-dire : publications, organisation des manifestations, correspondance, lettres d'information, affiches, revue de presse, relation avec le niveau national et divers centres AC !, gestion du local.

Très incomplet, le fonds est principalement constitué de documentation. Les dossiers éclatés ont été reclassés et les pièces identifiées. Seuls les doublons d'un même dossier ont été éliminés : il est donc possible de retrouver des pièces identiques dans différents dossiers. Après classement, le fonds représente 2 mètres linéaires.

<b>Statut :</b>	archives privées appartenant à l'État
<b>Dates extrêmes des documents :</b>	1994-2000
<b>Importance matérielle :</b>	2 m.l.
<b>Communicabilité et reproduction :</b>	tous les documents sont librement communicables excepté les photographies où des personnes sont reconnaissables qui peuvent être soumises à condition.
<b>Instrument de recherche :</b>	répertoire numérique réalisé par Melle A. Leblanc en mai 2003.

## Historique

### 1. Naissance du chômage syndicaliste

Voici quelques jalons qui permettront de mieux situer l'association militante AC !

**Maurice Pagat** fonde le premier syndicat de chômeurs en 1982. Il est directeur de la revue *Partage*.

Le **MNCP** (Mouvement national des chômeurs et précaires) existe depuis 1984 et regroupe en 1994 vingt-huit associations dans le but de fédérer les associations de demandeurs d'emploi en un syndicat national des chômeurs. Il publie un journal intitulé *La marche à suivre*.

L'**APEIS** (Association pour l'emploi, information et la solidarité des chômeurs et des travailleurs précaires) est créée en 1988. Cette association s'est faite remarquer par ses réquisitions dans les supermarchés et ses interventions contre les expulsions. Son mensuel est *Existence*.

Création de l'**ADEC** (Association d'entraide et de défense des droits des chômeurs) et de l'**UNAC** en 1991. Il existe en 1996 6000 associations de chômeurs.

La CGT a fait le choix de syndiquer les chômeurs en son sein. Son association, **CGT chômeurs**, est surtout active dans les Bouches du Rhône : elle y a impulsé la lutte sur la prime de Noël pendant l'hiver 1997.

Les quatre organisations nationales AC !, MNCP, APEIS et CGT-Chômeurs sont devenues des acteurs essentiels du mouvement de demandeurs d'emploi depuis 1997. Leurs actions portent à la fois sur des mesures dites d'urgence (fonds sociaux, transports, dettes, etc.) et sur des mesures structurelles (renégociations UNEDIC, augmentation des *minima* sociaux, représentation des associations dans les structures qui les concernent).

### 2. Autres organismes

**La Marche européenne contre le chômage, la précarité et l'exclusion** est créée en 1996 à Florence par des militants associatifs et syndicaux. Ce réseau est maintenant une référence dans le paysage social

européen puisqu'il est doté d'une plate-forme revendicative européenne commune. Le succès des manifestations d'Amsterdam en juin 1997, puis de Cologne en juin 1999 le confirme.

**European Network of the Unemployed** est une fédération qui réunit des associations européennes de chômeurs : Autriche, Allemagne, Belgique, Finlande, Grande-Bretagne, Grèce, Hongrie, Pays-Bas et Portugal. Jean-Paul Faba en est le président en 1996. Il s'agit d'un contact pour l'organisation des marches européennes en 1997.

**DAL** (Droit au logement) est une association qui lutte pour un logement décent pour tous. Créée au début des années 1990, elle s'est fait remarquer en 1995 par l'occupation d'un immeuble rue du Dragon à Paris.

**La coordination nationale des sans papiers** est créée en juillet 1996 en pleine occupation des sans-papiers de l'Église Saint-Bernard.

### 3. Agir Contre le chômage ! Un mouvement national

"Un emploi c'est un droit, un revenu c'est un dû !"

À l'origine, le 20 octobre 1993, il ne s'agit que d'un simple appel, lancé par des syndicalistes et associatifs pour rassembler en réseau des organisations syndicales et des associations, conscients de la nécessité de donner un cadre commun aux salariés et aux chômeurs, aux associations et aux syndicats, pour lutter contre le chômage et tous ses effets. Les structures de défense des chômeurs ne sont alors pas légion, mais des dizaines de collectifs en France se sont organisés pour préparer des actions pacifiques, mettre en place des campagnes pour défendre les droits actuels et en gagner de nouveaux.

Ce sont les Marches, organisées sur l'initiative d'AC ! en 1994 (Marche nationale) et en 1997 (Marche européenne) qui vont permettre au mouvement de se structurer. Plus d'une centaine de collectifs se constituent dans la foulée en France, avec une triple originalité :

- des collectifs qui se composent d'individus de toutes sortes, de tous les statuts : des chômeurs, des précaires mais aussi des salariés et des retraités, des syndiqués et des non-syndiqués
- une souplesse dans le fonctionnement : partout, constitués en association ou non, les collectifs AC ! ont un souci de fonctionnement démocratique ; les prises de décision sont collectives et la structuration nationale sait préserver l'autonomie de chacun
- des modes d'actions originaux : des réquisitions de transports aux réquisitions de richesse (actions caddies dans les supermarchés), en passant par les réquisitions d'emploi (destinés à montrer de manière symbolique les lieux où le besoin d'emploi se fait sentir) et les occupations de lieux symboliques (Assedic, CCAS)

Les associations d'AC ! Nord-Pas-de-Calais se rassemblent tous les mois dans une réunion régionale pour mettre en commun, échanger les expériences et discuter d'actions communes. C'est une coordination souple avec un bureau où chaque année des moyens sont mis en commun.

### 4. AC ! Lille

Les locaux lillois étaient au 70 boulevard Victor Hugo.  
On compte en **1997** 200 adhérents au sein d'AC ! Lille.  
AC ! Lille organise une réunion plénière tous les 15 jours.

### 5. Revendications

L'association lilloise s'est préoccupée des conditions de vie des précaires et des chômeurs. Ses principales revendications se sont affirmées par des actions dès ses débuts :

- **la gratuité des transports** (effectif pour 17000 chômeurs en **1994**)
- des permanences sont organisées pour les **cas d'urgences**
- **un logement pour tous** (la nuit des sans-logis du 21 décembre **1995** permet de reloger 5 familles et d'impulser la création du DAL)
- **un revenu décent pour tous par la réduction du temps de travail et la création d'emplois** (interventions auprès des ANPE et ASSEDIC depuis **1994**, création d'une commission chômeurs/entreprises en janvier 1995, réquisition d'emplois dans la fonction publique, en l'occurrence La Poste, en **1995**)

D'octobre 1994 à 1995 une émission de AC! est diffusée sur les ondes de Radio Campus et permet à l'association de se faire connaître localement.

En **1997**, les revendications se font plus précises : AC ! demande la suppression de l'allocation dégressive, la création d'allocation spécifique pour les moins de 25 ans inéligibles au RMI, les 32h et le droit de représentation des chômeurs au sein des commissions paritaires de l'ASSEDIC.

En Décembre **1998** s'y ajoutent la prime de Noël, le relèvement des *minima* sociaux et la révision des règles d'indemnisation chômage (l'UNEDIC rejetterait trop de dossiers).

## 6. Les grandes manifestations

Les 1<sup>er</sup> et 2 avril **1996** ont lieu le **contre-sommet du G7** à Lille.

En **1997** c'est au tour des **marches européennes** qui ont pour origine l'appel italien de Florence contre le chômage, la précarité et les exclusions. Le point de ralliement est Amsterdam. La manifestation arrive sur place le 14 juin, deux jours avant l'ouverture du sommet des 15.

De décembre 1997 à janvier **1998**, AC ! occupe les ASSEDIC sur tout le territoire français pour protester contre l'**UNEDIC** : AC! Lille fait le siège de l'ASSEDIC d'Arras du 15 décembre 1997 au 10 janvier 1998. Il y eut deux blessés dont un journaliste.

Suite à cette action, Lionel Jospin et Martine Aubry, à cette époque Ministre du Travail, de l'emploi et de la solidarité, reconnaissent officiellement les associations de chômeurs, leur permettant ainsi de siéger à certaines commissions de l'ANPE, et débloquent pour le Fonds Social d'Urgence un fonds d'un milliard de francs en hiver 1998, augmentent quelques uns des *minima* sociaux, et AC! A la possibilité de recevoir des subventions de l'État.

**Campagne pour le CSU** (complément social d'urgence) : l'occupation de la DDASS à la cité administrative de Lille en octobre **1998** (action nationale) et des demandes du CSU sont déposées successivement à la préfecture en novembre 1998, le 21 décembre 1998 et en janvier **1999** ; occupation de la DDTE en 1999.

En **1999** ont lieu deux grandes manifestations : la **marche mondiale des femmes** et la **marche internationale** contre le chômage à Cologne.

## 7. Les scissions

En janvier **1999**, des membres d'AC ! Lille, y trouvant le militantisme politique trop présent, créent l'association AC ! Métropole lilloise. Cette association sera renommée AC ! Métropole 59 par la suite. Ils ont choisi, depuis la scission, un local en plein faubourg de Béthune, au plus près de leur public.

Puis, en mai **1999**, AC ! Lille quitte AC ! Région (tout comme Arras, Saint-Omer, Sambre-Avesnois et Calais côte d'Opale) mais reste en relation avec AC ! National.

Toujours au mois de mai **1999**, une affaire juridique commence, mettant en cause des représentants d'AC ! : ils se sont opposé devant un huissier de justice à l'expulsion d'une personne n'ayant pas payé sa redevance audiovisuelle, puis quelques jours plus tard s'en sont pris à une fourgonnette de serrurier.

L'inauguration des locaux remis à neuf pour le "réveillon du 1<sup>er</sup> mai" a lieu en **2000**.

## 8. Personnalités

Claire Villier est la présidente nationale de l'association AC ! et également secrétaire nationale de la CFDT-ANPE.

Jacques Desideri a été le président d'AC! Nord-pas-de-Calais (également secrétaire général de la CFDT).

La présidence de AC! Lille sera successivement entre les mains de M. Laurent Hoffman (1994-1996) puis de Mme Chloé Donati.

M. Visieux Jean-Christophe : Porte-parole AC! Lille

Le trésorier est Jean-François Noël.

Jean-Marie Honoret président de l'ADEPA est une figure du mouvement des chômeurs de l'hiver 1997, des mouvements de chômeurs Arras et aussi le responsable régional d'AC ! Il sera condamné le 2 novembre 1999, avec deux autres militants, trois mois de prison avec sursis.

En 1999, M. Serge Havet devient le président d'AC ! Métropole Lilloise.

## Sources complémentaires

- Archives Départementales du Nord : voir en série W les versements du Bureau des associations de la préfecture du Nord (direction de la réglementation et des libertés publiques).

- Le Journal d'AC ! Lille : *L'écho des sans-voix* (n'existe pas au dépôt légal).

- *Laissez-moi rêver !* Documentaire de Frédérique POL (52 mn) : une équipe de vidéastes a suivi le collectif AC! Lille pendant deux ans... (1997-1998).

- les sites internet :

<http://ac.lille.free.fr> (site lillois) - dernière mise jour décembre 2000

[http://www.ac.eu.org/actu/actu\\_ac.htm](http://www.ac.eu.org/actu/actu_ac.htm) (site national)

- Adresses :

AC! Métropole lilloise  
4 r Professeur Lamaze 59000 LILLE  
Tel : 03 20 38 08 83

AC ! Nord Pas de Calais B.P. 143  
62803 LIEVIN Cedex  
Tel : 03.21.29.69.59 - Fax 03.21.29.18.33  
E-Mail : acnpcn@hotmail.com

AC ! Agir ensemble contre le chômage  
42 rue d'Avron 75020 Paris  
Tel : 01 40 09 27 49  
[ac@ras.eu.org](mailto:ac@ras.eu.org)

## Bibliographie

Les Rencontres de l'ACMIL, Palais du Luxembourg, 26 juin 2000, *Précarisation du travail, sécurisation du logement*, Paris, ACMIL, 2000, 138 p.

ANPE, *Population des chômeurs de longue durée : par sexe, âge et qualification, France*, 1992, 24 p.

Boutault (Jacques), *L'assurance chômage en France : Unedic-Assedic*, Paris, PUF, 1999, 127p. (Que sais-je ? n°3459)

Centre d'études de l'emploi, *Aspects économiques et sociaux du chômage : analyse de deux départements contrastés, le Nord et l'Hérault*, Centre d'études de l'emploi, Paris, 1983, 295p.

CERC-Association, *La pauvreté en France aujourd'hui : formes multiples et éléments communs : actes de la journée d'étude du 28 mai 1996*, Paris, CERC-Association, 125p.

Conseil national de l'information statistique, Formation santé protection sociale ; président, Guy Desplanques. *Rapport du groupe de travail pauvreté, précarité, exclusion*, Paris, NIS, 1998,76p.

Dethyre (Richard), *La révolte des chômeurs*, Paris, Robert Laffont, 1992, 261p.

INSEE Nord-Pas-de-Calais, *Pauvreté dans le Nord-Pas-de-Calais*, INSEE Nord-Pas-de-Calais, 1996, 31p.

LECUYER (Philippe), *Guide des alternatives : 12000 références et adresses pour sortir de la pensée unique*, Barret-le-Bas, Ed. du Souffle d'or, Monclar de Quercy, Ed. du Fraysse, 1998, 23p.

LESSOR, *Nouvelles dimensions de la précarité : actes du colloque des 28 et 29 octobre 1999*, Université de Rennes 2, Presses universitaires de Rennes, 2001, 356p. (Collection Des sociétés)

## TABLES DES SIGLES

AC ! : Agir Contre le Chômage  
ADEC : Association de Défense et d'Entraide des Chômeurs  
ADEP : Association des Demandeurs d'Emploi et Précaires "d'Aire sur Lys"  
ADEPA : Association des Demandeurs d'Emploi Précaires de l'Audomarois St-Omer  
AFR : Allocation Formation Reclassement  
AMI : Accord Multilatéral sur l'Investissement  
ANPE : Agence Nationale Pour l'Emploi  
APEIS : Association Pour l'Emploi, l'Information et la Solidarité  
APU : Atelier Populaire d'Urbanisme  
ATTAC : Action pour une Taxation de Transaction financière pour l'Aide au Citoyen  
CCAS : Collectif Chômeur Actifs et Solidaires  
ASSEDIC : Association pour l'Emploi dans l'Industrie et le Commerce  
CGT : Confédération Générale du Travail  
CFDT : Confédération Française Démocratique du Travail  
CNT : Confédération Nationale du Travail  
CSP : Comité des Sans-Papiers  
CSU : Complément Sociale d'Urgence  
DAL : Droit Au Logement  
DDASS : Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales  
DDTE : Direction Départementale du Travail et de l'Emploi  
DRTEFP : Direction Régionale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle du Nord-Pas-de-Calais  
IRES : Institut de Recherche Économiques et Sociales  
LO : Lutte Ouvrière  
MNCP : Mouvement National des Chômeurs et des Précaires  
MRAP : Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples  
PARE : Plan d'Aide au Retour l'Emploi  
PCF : Parti Communiste Français  
RAIR : Réseau d'Alerte Inégalité  
RASSADJ : Réseau d'Associations, Syndicats et structures de travail Social pour l'Accès au Droit et la Justice  
SDF : Sans Domicile Fixe  
UNEDIC : Union Nationale pour l'Emploi dans l'Industrie et le Commerce  
UNEF : Union Nationale des Étudiants de France  
URADEP : Union Régionale des Associations de Demandeurs d'Emploi et de Précaires

## SOMMAIRE

2002 030 001-003	<b>Organisation</b>	1994-2000
2002 030 004-006	<b>Communication</b>	1994-2000
2002 030 007-008	<b>Actions</b>	1994-2000
2002 030 009-011	<b>Documentation</b>	1994-2000

## RÉPERTOIRE NUMÉRIQUE

### Organisation

- 2002 030 001**      **Organisation interne.** Commission maison des chômeurs, logement, permanence et accueil, ANPE ; compte-rendu (février 1995- mars 2000) ; correspondance (1998-2000) ; fiche d'identité de l'association (1994) ; conseil administratif règlement intérieur ; bilan (1998-1999).  
1994-2000
- 2002 030 002**      **Coordination régionale AC! métropole, régions Nord-Pas-de-Calais et Midi-Pyrénées :** revue de presse (janvier 1995-juin 2000), journaux associatifs (février 1998-février 2000), tracts (s.d.), charte d'AC ! (1996), compte-rendu de réunion de coordination régionale (1995), correspondance (1995-1998), circulaires internes (1995-1998).  
1995-2000
- 2002 030 003**      **Coordination nationale :** compte-rendu de la réquisition d'emploi la FNAC, des marches européennes et du CSU (1999), revue de presse (avril-juin 1995 et 1999), journaux associatifs (1997-2000), charte (1998), correspondance (2000), budget (1998-2000).  
1995-2000

### Communication

- 2002 030 004**      **Manifestations, actions nationales et locales :** coupures de presse (mai 1994-janvier 1999), affiches de manifestations (s.d.), tracts (s.d.), journal *Occupation* n°16 (mars 1998), notes de AC ! réunion (février 1999).  
1994-1999
- 2002 030 005**      **Communication interne et externe :** lettres rapides *AC! National* n°16 à 101 (juin 1994-septembre 2000)<sup>1</sup>, contributions aux débats, bulletin de débat n° 1 à 6 (juin 1994-juin 1995 et février 2000), correspondance, communiqués de presse (1995-juin 2000), journaux *AC!* (avril 1997-2000).  
1994-2000
- 2002 030 006**      **Affiches :** revendications pour le SMIC, le RMI, les 32 heures ; journées d'actions, manifestation de Cologne (1998-1999) ; fermeture de l'usine Levi's (novembre 1998).  
1998-1999

### Actions

- 2002 030 007**      **Actions pour le complément social d'urgence :** coupures de presse (juin 1996-2000), journaux associatifs (juin 1995-mars 1998), tracts (décembre 1997-2000), formulaires de demande du CSU (1998-1999), compte-rendu de réunion de la commission CSU (mars 1999), gestion des listes de demandeurs d'emploi (juin-juillet 1999), correspondance (novembre 1999-mai 2000), affiches (décembre 1999 et mai 2000), pétition (1998), répertoire d'adresses, livre d'or (1998), fax (1996-1999).  
1995-2000

---

<sup>1</sup> Avril et juin 1995 : numéros spéciaux.

Lacunes : n°19, 20, 30, 37 47, 49, 51, 57, 60, 62, 63, 66, 72, 76, 84, 88, 91, 92, 94 et 99.



**2002 030 008** **Grandes actions** : contre-sommet du G7 (1996) ; sauvegarde des AFR (1997) ; marches nationales (1994-1995), marche de Cologne (mai 1999) et marche d'Amsterdam (1997) ; campagne pour la gratuité des transports et la création d'emploi dans la fonction publique : coupures de presse (mai 1994-juin 1997), correspondance (janvier-mars 1996), compte-rendu de réunion (1995), pétitions (1995), tracts (1997), programme du G7 (1996), carnet d'adresse, affiches, photographies de manifestations de Lille, Paris et Cologne (avril 1998-mai 1999).  
1994-1999

## Documentation

**2002 030 009** **Chômage** : dossiers informatifs sur l'emploi et le logement (1997-2000), chiffres officiels et données statistiques (1999-2000), étude sur le phénomène SDF (1994), coupures de presse (1997).  
1994-2000

**2002 030 010** **Organismes partenaires** (APU, CSP, MRAP, DAL, Collectif féministe) : journaux (1998-1999), pétition (1999), fiches pratiques APU, planche de tracts, programme de la marche des femmes (2000), brochures, projet commun d'une loi contre l'exclusion (1998).  
1996-2000

**2002 030 011** **Autres organismes** (URADEP, ADEC, ATTAC, CFDT, RAI, LO, CNT et divers mouvements alternatifs) : chartes, tracts, publications, bulletins et lettres d'information (1994-2000), correspondance (avril 1996-novembre 1997).  
1994-2000

## TABLE DES MATIÈRES

<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>1</b>
<b>TABLES DES SIGLES.....</b>	<b>5</b>
<b>SOMMAIRE.....</b>	<b>6</b>
<b>RÉPERTOIRE NUMÉRIQUE.....</b>	<b>7</b>
<b>Organisation.....</b>	<b>7</b>
<b>Communication.....</b>	<b>7</b>
<b>Actions.....</b>	<b>7</b>
<b>Documentation.....</b>	<b>8</b>